

Georg Lukács

*Pourquoi les démocraties
sont-elles supérieures aux
autocraties ?*

1942

Traduction de Jean-Pierre Morbois

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :
Warum sind Demokratien den Autokratien überlegen ?



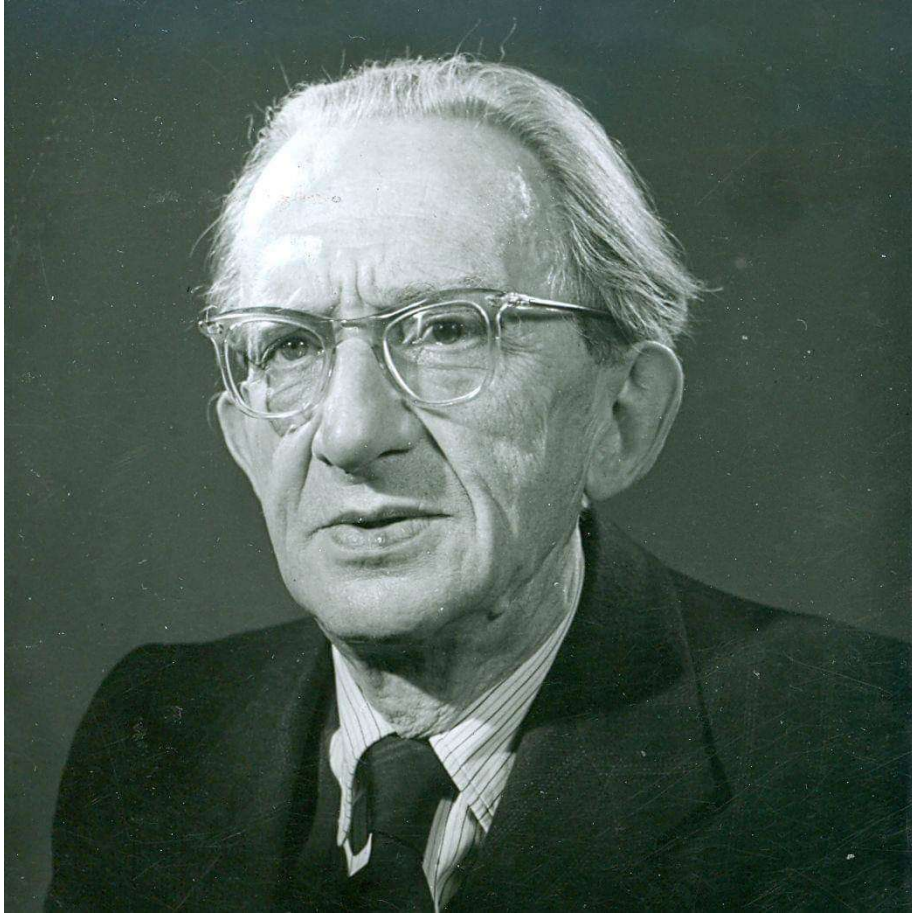
Il occupe les pages 367 à 377 de la *Deutsche Zeitschrift für Philosophie* [Revue allemande de philosophie], volume 63, cahier 2, de Gruyter, Berlin Akademie Verlag, 01/06/2015.

Il figure également dans le recueil : Georg Lukács, *Ästhetik, Marxismus, Ontologie*, Berlin Suhrkamp, 2021, pp. 383 à 395

Il en existe enfin une version dans les Archives Lukács digitalisées, <https://real-ms.mtak.hu/21629/> sous forme d'un tapuscrit avec des corrections manuelles, mais il n'est que difficilement lisible.

Il était jusqu'à présent inédit en français.

GEORG LUKÁCS. POURQUOI LES DÉMOCRATIES SONT-ELLES
SUPÉRIEURES AUX AUTOCRATIES ?.



A handwritten signature in cursive script that reads "Georg Lukács". The signature is written in dark ink on a light-colored background.

Georg Lukács (1885-1971)

Nous sommes en 1942. Depuis le 22 juin 1941, les troupes allemandes et leurs alliés, après avoir conquis toute l'Europe, envahissent l'Union Soviétique.

Après avoir été arrêté quelques semaines par le NKVD, fin juin 1941, sur une dénonciation mensongère, et libéré sur une intervention de Dimitrov,¹ Lukács a été évacué à Tachkent, en Ouzbékistan.

Mais des faits nouveaux viennent de se produire : l'agression japonaise à Pearl Harbour a provoqué l'entrée en guerre des États-Unis. L'agression allemande marque le pas devant Léninegrad, Moscou, Rostov.

Il devient clair que la guerre devenue mondiale est une guerre de civilisation entre la barbarie fasciste et la liberté, et que le facteur humain, moral y sera en dernière instance décisif.

Même si, comme l'enseigne le marxisme et comme Lukács le rappelle à la toute fin du texte, la démocratie bourgeoise est aussi une dictature de la bourgeoisie, tandis que la dictature du prolétariat développe une nouvelle forme de démocratie, on doit distinguer l'obéissance aveugle, la soumission irréfléchie qui caractérise les autocraties, de la solidarité avec le système de gouvernement propre aux démocraties.

On est frappé, en pensant à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, par l'actualité des remarques relatives à la capacité rapide de décision et d'action des États autoritaires qui ne doivent leurs succès initiaux qu'à la vertu de la guerre-éclair, et la lenteur hésitante des puissances démocratiques.

.

¹ cf. Georg Lukács, *Pensée vécue, mémoires parlés*, Trad. Jean-Marie Argelès, Paris, L'Arche, 1986, pp. 136-139.

Pourquoi les démocraties sont-elles supérieures aux autocraties ?

Avec l'agression prédatrice du Japon sur les États-Unis et l'Angleterre,² l'image de la nature sociohistorique de cette guerre se précise nettement. Il s'agit d'un combat mondial des démocraties avancées – très différentes entre elles – avec l'Axe, qui réunit toutes les forces réactionnaires autocratiques.

Si l'on cherche à trouver, dans les hauts et des bas dramatiques des événements de la guerre, une boussole pour l'orientation ultime, pour la possibilité d'affirmer les chances finales de cette décision à l'échelle de l'histoire universelle, le plus évident et le plus juste est sans doute de comparer entre elles les réserves économiques et les ressources des deux parties en guerre. Le bilan dressé de la sorte montre une supériorité écrasante des démocraties. Ces chiffres ont été si souvent publiés et analysés que nous ne sommes pas contraints de les aborder de plus près. Nous supposons que le lecteur lui aussi leur fait confiance.

Ce qui nous intéresse maintenant, c'est un autre problème, pas moins important dans la comparaison de deux groupes de puissances luttant entre eux : la question des réserves sociales et morales mobilisables au cours de la guerre. La question en effet du matériau social et des méthodes sociales avec lesquels un État mène une guerre est absolument décisif pour son issue. Avec un niveau technique d'équipement semblable, cet

² Le 7 décembre 1941, le Japon lance une attaque surprise, sans déclaration de guerre, contre la flotte américaine du Pacifique basée à Pearl Harbour (Hawaï). Quelques heures plus tard, il attaque également les Philippines, et l'Angleterre à Hong-Kong et en Malaisie, là encore sans déclaration de guerre.

élément sera indubitablement déterminant. Oui, il y a des instants historiques où l'avancement de la formation sociale paralyse même la supériorité technique et militaire de l'adversaire ou même le conduit à l'échec. Pensons à la guerre de la grande Révolution française contre la coalition réactionnaire de l'Autriche et de la Prusse ; pensons à la résistance héroïque de la Révolution chinoise contre l'impérialisme japonais.

La question de la force de pénétration des démocraties transposée dans le domaine militaire est devenue dans cette guerre particulièrement actuelle. Car les succès de la « guerre-éclair » de Hitler ont semé la confusion dans de larges cercles ou tout au moins fait méditer. Il y a eu un contraste frappant entre la capacité rapide de décision et d'action des États autoritaires et la lenteur hésitante avec laquelle les puissances démocratiques non seulement sont entrées en guerre, mais aussi l'ont menée, même dans des phases où l'attaque de l'ennemi menaçait déjà leurs intérêts les plus vitaux, et même leur simple existence. Ce contraste a entraîné dans de nombreux esprits la représentation selon laquelle les États fascistes étaient des organisations plus appropriées à la guerre moderne que les États démocratiques. Nombre de partisans honnêtes de la démocratie ont fait de telles affirmations avec un profond regret, et doutent dans un silence résigné de l'avenir de l'évolution culturelle du monde qui est très étroitement lié à la victoire finale des démocraties.

Les derniers événements de la guerre commencent peu à peu à contredire cette apparence. Les échecs du début de la guerre apparaissent pour une part comme des conséquences de la politique erronée de nombreux États démocratiques (Daladier) et n'ont de cette manière rien à voir avec le rapport de forces militaires entre démocratie et autocratie, mais pour une part néanmoins, ils sont dans les faits corrélés à des

éléments essentiels de la politique démocratique et doivent de ce fait être examinés brièvement.

Pour bien voir cette différence, il suffit de jeter un œil sur la crise économique qui s'est mise en place, qui a commencé dans les dernières années de l'avant-guerre. L'Allemagne et le Japon ont été les seuls États au monde où les chiffres de la production ont monté sans cesse (avec une baisse du niveau de la consommation de la population). Et chacun a su que cette « exception » singulière des lois économiques animant la société était à rapporter au fait que dans ces États, la préparation fébrile de l'agression prévue a rendu la production, et tout particulièrement l'industrie lourde, temporairement indépendante des fluctuations normales.

Un tel type de déformation de toute l'économie, de toute la vie d'un peuple pour une guerre d'agression à venir, une telle imposition à toute la population de sacrifices pour la guerre avant même le déclenchement de la guerre, aucune démocratie au monde ne peut le réaliser, ni ne veut non plus l'exiger de son pays. La force d'une démocratie repose sur le fait que dans des temps difficiles, lors d'une véritable menace de la patrie, elle peut demander au peuple des sacrifices extraordinaires. Mais pourtant seulement dans le cas où les plus larges masses du peuple voient clairement que leur pays est réellement en danger, mérite réellement leur sacrifice.

Cette différence structurelle entre démocratie et autocratie est si évidente qu'elle est même clairement apparue à un homme d'État intelligent, avec de forts penchants autocratiques, anti-démocratiques comme l'était Bismarck. Il a dit à maintes reprises que la préparation et la conduite d'une guerre préventive était même impossible dans un pays comme l'Allemagne d'alors qui a un parlement sur la base du suffrage universel. Cette structure des démocraties entraîne qu'en

général, elles se résolvent beaucoup plus difficilement à la guerre que les États autocratiques. La politique de l'Union Soviétique, celle des USA et de l'Angleterre dans les dernières années fournissent des exemples clairs de cette différence.

L'examen des causes sociales des échecs militaires initiaux des démocraties projette déjà une certaine lumière sur l'envers de la question, sur la supériorité sociale des démocraties qui, au cours de la guerre – certes parfois à rythme lent – se transpose même en supériorité militaire.

Sous cet angle, la nouveauté militaire du fascisme proclamée à grand renfort de propagande, ce qu'on appelle la guerre-éclair, apparaît dans un nouvel éclairage où elle perd beaucoup de son originalité, où ne subsistent curieusement que les moyens technico-tactiques. En résumé : La guerre-éclair apparaît comme un moyen militaire pour paralyser la supériorité, en dernière instance, sociétale et sociale de l'adversaire par la voie de l'organisation de la pure force de pénétration militaire ; c'est-à-dire anéantir militairement l'adversaire avant qu'il ne puisse parvenir à mobiliser, à organiser ses forces socialement supérieures, et à les engager sur le champ de bataille lui-même.

De ce point de vue, le fameux plan Schlieffen ³ de l'Allemagne en 1914 était également celui d'une guerre-éclair : il visait la prise de Paris, l'anéantissement militaire de la France, avant que ses alliés n'aient pu mobiliser et engager

³ Le plan militaire « Schlieffen », entériné en 1905 et légèrement modifié après cette date par le général von Moltke, successeur de von Schlieffen, comme chef d'État-major, est le schéma stratégique qui sera employé en août 1914, lors du déclenchement du conflit, par l'Empire Allemand contre la France et ses alliés. Ce plan vise principalement à concentrer l'essentiel des forces allemandes sur les frontières occidentales de l'Empire pour battre rapidement les armées alliées (françaises, anglaises et belges) afin de pouvoir se retourner prestement contre les forces russes, considérées comme plus lentes à se mobiliser.

leurs forces. On pourrait même, dans ce même esprit, qualifier de « guerre-éclair » l'attaque soudaine de Frédéric II contre la Saxe,⁴ si ses adversaires d'alors n'étaient pas également des États autocratiques, de sorte qu'il ne pouvait s'agir chez lui que de la tentative d'équilibrer stratégiquement des forces militaires supérieures dans un contexte de structures sociales analogues.

Si l'on regarde maintenant l'exécution du Plan Schlieffen, on voit déjà très nettement les faiblesses sociales des États non-démocratiques. On sait que le plan Schlieffen reposait d'une part sur le fait que le flanc gauche de l'armée allemande serait possiblement affaibli (abandon temporaire de l'Alsace-Lorraine), d'autre part sur le fait que les opérations sur le théâtre de guerre oriental auraient un caractère purement défensif, en prenant en compte de grandes retraites. L'État demi-autocratique des Hohenzollern ne pouvait pas se permettre deux sacrifices. L'aile droite en attaque de l'armée allemande a été dès le début affaiblie par une forte défense de l'Alsace-Lorraine, et lorsqu'il sembla que l'on devrait évacuer la Prusse Orientale, deux corps d'armée ont encore été retirés du théâtre décisif des opérations et envoyés contre les russes.

Il n'est pas important d'analyser ici d'un point de vue spécifiquement militaire cet « affadissement » du plan Schlieffen. Nous n'avons plutôt mentionné quelque peu en détail ces faits parce que s'y manifeste la faiblesse centrale des États autocratiques : la nécessité, toujours et partout, de mener une politique de prestige et très souvent de sacrifier des nécessités objectives aux exigences du prestige.

Il ne s'agit pas en l'occurrence d'erreurs fortuites d'un quelconque monarque ou dirigeant de l'armée, mais de la

⁴ Le 29 août 1756, l'attaque de la Saxe par le roi de Prusse Frédéric II marque le début de la guerre de 7 ans.

nature sociale des autocraties, où l'autorité du pouvoir central ne repose pas sur la concordance volontaire avec la volonté de la majorité de la population, mais sur une obéissance aveugle, sur une soumission irréfléchie, sur une croyance aveugle artificiellement entretenus à la vocation « de mission divine » du dictateur en question. Il est de ce fait très caractéristique et pas du tout fortuit que la majorité de la population allemande n'ait en général appris la défaite de la Marne qu'après la première guerre mondiale alors que reste nettement dans la conscience de chacun la franchise avec laquelle par exemple Clémenceau et Lloyd George dans la guerre mondiale passée, ou Churchill pendant la guerre présente ont ouvertement exposé les défaites à leur peuple pour, à partir de ces explications, renforcer dans les plus larges masses la volonté résolue de victoire.

Le fait que l'Allemagne fasciste ne constitue pas ici une exception a été dissimulé dans la première phase de la guerre par les succès tactiques rapides ; l'échec stratégique de l'attaque allemande sur l'Angleterre en 1940, sur le canal de Suez en 1941, ont été déjà totalement passés sous silence. Et après les défaites de Rostov, Moscou, et Léninegrad ⁵ a déjà commencé cette propagande typique de mensonge, de silence sur des faits essentiels, de retournement de rapports factuels etc. qui étaient déjà si caractéristiques de la propagande de guerre, par ailleurs beaucoup plus primitive, de l'Allemagne wilhelminienne. Les limites sociales de la politique de prestige ne se font en effet jour que dans des situations difficiles ; tant que les succès militaires sont là, le système autocratique peut apparaître comme le plus fort, sa faiblesse

⁵ Les allemands ne parviennent pas à s'emparer de Leningrad, qui est encerclée à partir de septembre 1941, ils subissent un premier revers à Rostov fin novembre 1941, et leur offensive sur Moscou se brise en décembre 1941,

mortelle ne devient visible que dans son incapacité à se régénérer par ses propres forces dans des conditions difficiles.

Il est peut-être utile de revenir à des rapports plus primitifs pour bien voir la nature sociale de ce contraste. Les échecs militaires de la Révolution française, le soulèvement populaire général consécutif à ces échecs, s'est concentré dans le slogan « la patrie est en danger »⁶ et fut d'un côté, militairement, le point de départ de la création d'une véritable armée populaire, de l'« organisation de la victoire » par Carnot,⁷ de l'autre la menée jacobine à leur terme des objectifs démocratiques de la Révolution en interne (les deux mouvements sont très intimement corrélés.) L'absolutisme prussien a en revanche, après la cuisante défaite de Iéna et Auerstedt,⁸ a proclamé le mot d'ordre : « Le calme est le premier devoir civique ».⁹

Mais si ce slogan de maintien du prestige autocratique, même en situation de défaite la plus honteuse, avait été suivi, si le peuple prussien avait vraiment accepté que l'« intellect limité des sujets » ne doit obéir qu'aveuglément, alors la Prusse aurait définitivement péri sous les coups de Napoléon. Ce n'est que parce que les Stein, Scharnhorst, Gneisenau etc.¹⁰ ne considéraient pas le calme comme le premier devoir civique, parce qu'ils ont rendu possible, même si c'était dans une mesure modeste, et avec des objectifs confus, une mobilisation des plus larges masses, que le renouveau militaire de la Prusse a été possible.

⁶ Décret de l'Assemblée nationale du 11 juillet 1792.

⁷ Lazare Carnot (1753-1823)

⁸ Batailles remportées par Napoléon et par Davout le 14 Octobre 1806.

⁹ Proclamation de Schulenburg, gouverneur de Berlin, le 18 octobre 1806.

¹⁰ Karl von Stein (1757-1831), ministre prussien, artisan, avec le général Gerhard Scharnhorst (1755-1813) et le Feld-Marschall August von Gneisenau (1760-1831), de la réorganisation de l'armée prussienne.

Ce contraste général s'explique facilement et simplement de par la nature sociale de la démocratie et de l'autocratie – aussi différent que soit devenu le contenu social de chacune au cours de l'histoire. L'élément décisif est indubitablement l'entrelacs intime des masses les plus larges avec le système démocratique de gouvernement, le sentiment général qu'elles ressentent cet ordre politique comme une partie intégrante de leur propre vie, tandis que dans toute autocratie, l'État fait face aux masses comme une puissance étrangère et se trouve, d'une manière historiquement très changeante, entouré par la propagande d'une solennité religieuse et mythique.

Il en résulte nécessairement qu'une mauvaise situation dans la guerre, une crise de l'existence nationale influe sur les deux systèmes de manière totalement opposée en ce qui concerne les états d'esprit des masses. La solidarité avec le système de gouvernement apparaît dans les démocraties, dans l'état normal des choses, comme quelque chose d'évident, et il faut que se produisent de forts coups du destin, pour que le dévouement, l'amour, l'esprit de sacrifice soient suscités avec conscience. En revanche, une situation critique ou en forme de crise ébranle obligatoirement l'autorité irrationnelle, religieuse ou mythique de tout absolutisme ; d'où la nécessité de la politique de prestige qui apparaît funeste, justement dans les moments difficiles.

Cet état de fait a pour conséquence que dans les deux cas, la critique adressée au gouvernement est de nature diamétralement opposée, et entraîne des conséquences opposées. Elle est dans les démocraties une autocritique du peuple et de ce fait, en effet, une des forces mobilisatrices les plus fortes. Cet effet de l'autocritique se voit de la manière la plus évidente dans les guerres révolutionnaires des démocraties, ainsi dans la grande Révolution française, dans la révolution hongroise

de 1848-49, dans les combats des États du nord des USA contre le sud esclavagiste, etc.

Dans les États autocratiques en revanche, la critique du peuple au gouvernement a toujours une tendance à décomposer le système. Le tsar russe Nicolas I^{er}, borné, mais très conscient en tant qu'autocrate, a pour cela, de manière conséquente, empêché par la censure même la louange littéraire de sa personne. Il partait en l'occurrence du présupposé logique que le droit à la louange incluait un droit de blâme, et la critique devait déjà de ce fait, être étouffée en germe, au stade de la louange. Cette situation sociale des autocraties, ce rapport aux masses qui est le leur, explique l'effondrement « soudain » de puissants États militaires autocratiques, lorsque justement la critique insatisfaite de la population, longtemps réprimée, ne s'exprimant que de façon souterraine, capillaire, se tourne en un temps de crise contre un système despotique.

La formule bien connue du grand théoricien militaire Clausewitz ¹¹ selon laquelle *la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* est davantage qu'une définition géniale de la guerre elle-même ; elle donne aussi des éclaircissements sociaux sur la structure sociale du temps de paix, en considérant celle-ci, rétrospectivement, du point de vue de la guerre. Qu'il me soit pour cette raison permis de citer, dans une certaine mesure comme symbole de cette différence, une excellente et profonde observation de Balzac.

Balzac, que ses sympathies personnelles plaçaient du côté de la monarchie, a donné un jour une analyse de la police française de l'ancien régime jusqu'au présent, jusqu'au roi bourgeois. Il constate pour cette époque une similitude de l'appareil de police et de son mode de travail dans le

¹¹ Carl von Clausewitz (1780-1831), officier général prussien, *De la guerre*. Trad. Jean-Baptiste Neuens, Livre I, Paris, GF Flammarion, 2014.

changement rapide des systèmes de gouvernement en France, qui à son avis se manifeste même dans la permanence de personnalités dirigeantes décisives. Cela se voit pour lui dans la figure historique de Fouché, dans les personnages qu'il a lui-même créés de Corentin et Peyrade.¹² Cette conception de l'histoire va aussi loin dans sa concordance par exemple avec celle de Tocqueville qui voyait dans la France bourgeoise une conséquence linéaire de la centralisation par la royauté absolue.

Mais Balzac voit une rupture dans cette ligne d'évolution : la grande Révolution. À cette époque, dit-il, il n'y avait pour l'essentiel aucune police de métier, tout au moins aucune police politique de métier, car c'est l'ensemble du peuple révolutionnaire qui a rempli les tâches de la police politique. Si l'on place à côté de cet aphorisme une autre formulation de Balzac dans laquelle il appelle la paysannerie un Robespierre avec trois millions de bras,¹³ si l'on pense en outre, à ce propos, aux recherches d'Aulard¹⁴ et de son école sur l'activité des clubs jacobins embrassant toute la France, on a alors devant soi un tableau concret de ce que signifie, dans la lutte contre l'ennemi intérieur, la véritable démocratie en tension, exploitant au plan organisationnel l'enthousiasme populaire.

La « levée en masse » de la Révolution française montre de la façon la plus nette la transposition de ces énergies dans la sphère militaire. Elle est la clef de l'invincibilité des armées

¹² **Corentin**, policier, personnage de *La Comédie humaine* d'Honoré de Balzac (1799-1850). Il apparaît dans *Les Chouans*, *Une ténébreuse affaire*, *Splendeurs et misères des courtisanes*. Il est l'adjoint de **Peyrade**, personnage de *César Birotteau*, *Une ténébreuse affaire*, *Splendeurs et misères des courtisanes*.

¹³ La citation exacte, dans la préface des *Paysans* est « ce Robespierre à une tête et à vingt millions de bras ».

¹⁴ Alphonse Aulard, (1849-1928), historien de la Révolution française.

de la Révolution française et de Napoléon. Et cette vérité se confirme davantage encore dans ses défaites. Moins Napoléon apparaît comme l'héritier de la Révolution française, plus s'affaiblit la capacité de mobiliser les masses françaises pour ses buts de guerre, et d'un autre côté, il subit ses défaites précisément là où la réaction à ses conquêtes déclenche d'authentiques mouvements populaires (Espagne, Prusse, Russie), mouvements populaires qui rendent socialement possible une mobilisation de masse, un enthousiasme de masse, et en conséquence une stratégie similaires à la sienne.

Ce n'est pas un hasard si, d'un point de vue historique, démocratie et conscription générale ont les mêmes racines, que seules les victoires du principe démocratique fassent vivre les guerres du peuple, au contraire des guerres des monarchies absolues dont Frédéric II de Prusse résumait le principe en disant que le peuple, en réalité, ne devait absolument pas remarquer qu'il y avait une guerre, la guerre étant l'affaire du monarque et de son armée de métier.

Cette période a certainement été l'âge d'or du principe autocratique. Depuis les victoires de la grande révolution française, tout système autocratique est contraint, dans l'organisation de son armée, d'aller tout au moins vers la conscription générale. Mais l'histoire des réformes Stein-Gneisenau-Scharnhorst en Allemagne montre précisément que la transition vers la conscription générale ne peut jamais être une simple mesure militaire technique, mais qu'elle a certaines présuppositions sociales et politiques internes (abolition du servage en Prusse etc.)¹⁵

Il serait très intéressant d'étudier l'histoire des interactions qui se produisent là, de montrer tout particulièrement comment les hauts et les bas de la force de frappe militaire de la Prusse

¹⁵ Décret du 9 octobre 1807, avec effet au plus tard le 11 novembre 1810.

dépend de la liquidation très lente et inégale des reliquats du féodalisme, par exemple dans la lutte pour l'unification nationale de l'Allemagne, avec l'introduction de la conscription générale à l'époque des guerres de Bismarck et Moltke etc.

À présent, ce rapport est variable du fait que les États fascistes les plus importants, surtout l'Allemagne, poussent à l'extrême la conscription générale ; mais ils ont besoin pour cela d'une démagogie nationale et sociale très large et raffinée, afin de pouvoir exploiter socialement la conscription générale, tout au moins dans la première période de succès de la guerre-éclair. En revanche, il y a d'importantes démocraties (l'Angleterre, les USA) dont la situation géographique permet, dans les périodes de paix, de se passer de la conscription générale. C'est là la cause de leurs – inévitables – échecs militaires initiaux. La corrélation entre démocraties et conscription générale en tant que mobilisation des énergies populaires d'une nation dont les intérêts vitaux les plus importants sont menacés s'exprime justement dans l'introduction ou la réintroduction de la conscription générale pour la durée de la guerre. Et à l'inverse du point de vue d'experts militaires bornés, ces armées « improvisées » d'Angleterre et des États-Unis se sont montrées, dès la première guerre mondiale, comme des adversaires au moins égaux de l'armée allemande.

La force des démocraties, qui se manifeste le plus nettement justement en temps de crise ne consiste pas seulement dans la plus grande capacité à la mobilisation quantitative des forces populaires ; cela peut temporairement être réalisé aussi par les autocraties, avec une grande habileté organisationnelle. Mais ce qui, en même temps, est aussi important, c'est la mobilisation qualitative. Pensons à nouveau à la période classique des démocraties européennes modernes, à la grande Révolution française. Des lieutenants, voire des sergents ou

des hommes de troupe de l'ancienne armée, des civils, sont devenus en peu de temps des chefs d'armée géniaux. Napoléon n'est véritablement de ce point de vue que l'héritier et l'usufruitier de la Révolution ; la mobilisation qualitative qu'il a lui-même réalisée comme empereur a été en talent incomparablement plus faible que cette sélection que la révolution elle-même avait effectuée. La guerre des États américains nordistes montre, comme chaque guerre, qui mobilise véritablement les forces démocratiques, le même tableau.

C'est là que réside une cause importante de la supériorité des démocraties. Les défenseurs allemands du principe wilhelmien, les adversaires snobinards de la démocratie, ont souvent polémique contre de telles conceptions, et le sociologue spirituel Michels ¹⁶ a même tenté de montrer que la nature des grands partis de la démocratie conduisait nécessairement à une rigidification, à une mauvaise sélection des talents. Ce qu'il y a de trompeur dans ce raisonnement, c'est que d'un côté, Michels tente, à partir de certaines tendances au déclin de certaines évolutions démocratiques, et sans en découvrir les racines sociales spécifiques, de déduire les lois générales des démocraties, et de l'autre côté son examen du déclin et de la stagnation se limite exclusivement à l'analyse de partis démocratiques, sans confronter démocratie et autocratie dans la complexité de leurs relations réciproques modernes.

C'est là que le sociologue allemand de l'époque d'avant-guerre Max Weber ¹⁷ se montre largement plus perspicace.

¹⁶ Robert Michels (1876-1936), sociologue germano-italien, membre de l'école italienne de sociologie des élites, auteur de *la loi d'airain de l'oligarchie*. D'abord social-démocrate, proche des syndicalistes révolutionnaires, il finit par adhérer au fascisme. On lui doit : *Sociologie du parti dans la démocratie moderne*, Paris, Folio Gallimard, 2015.

¹⁷ Max Weber (1864-1920). Lukács fut son assistant et son ami.

Bien que lui aussi, sur maints détails, soit en accord avec la critique de Michels, il reconnaît pourtant le danger crucial du très peu de démocratisation de l'Allemagne en ce que sa structure politique est inadaptée à l'émergence de leaders politiques, de diplomates, de stratèges (au contraire de spécialistes militaires techniques) vraiment intelligents, que de ce fait, sur les questions décisives de la diplomatie et de la conduite de la guerre, les « dilettantes » que la vie politique des démocraties élève à des postes de dirigeants sont très largement supérieurs aux « spécialistes ». Il est intéressant d'observer que cet esprit scientifique le plus important de l'Allemagne d'avant-guerre, qui originellement avait des opinions radicalement anti-démocratiques se tourne, à la fin de sa vie, de plus en plus résolument vers la démocratie par suite de la compréhension de ces rapports.

Aux yeux d'historiens ou de sociologues réactionnaires, les périodes de grandes mobilisations démocratiques de masse sont toujours des périodes d'anarchie. (Pensons à la description par Taine ¹⁸ de la Révolution française.) La superficialité, le courte-vue de ces analyses se voient également en ce que jamais dans un pays, la puissance centrale n'a été aussi forte et combative vers l'intérieur comme vers l'extérieur, rapidement réactive, appréhendant tout, que dans ces temps « anarchiques ».

Celui qui en revanche connaît quelque peu l'histoire, et tout particulièrement l'histoire administrative des monarchies absolues sait que plus la puissance était concentrée entre les mains du monarque absolu, plus restreinte était son influence réelle sur la pratique véritable de l'administration. Il est tragicomique de voir avec quelles bagatelles un monarque intelligent comme Frédéric II se torturait l'esprit tandis que les

¹⁸ Hippolyte Taine (1828-1893), historien et philosophe français. *Les Origines de la France contemporaine*, Paris, Robert Laffont Bouquins, 2011.

questions économiques les plus importantes se réglèrent dans une certaine mesure spontanément ; il est carrément comique de voir combien peu de puissance effective était entre les mains du tsar russe, comment par exemple un Nicolas I^{er} voyait en général assez nettement la décomposition et la corruption de son propre appareil, sans pouvoir, contre ces tendances, entreprendre quoi que ce soit de réel. Regardons donc la puissance réelle du Comité de Salut Public ¹⁹ dans la Révolution française pour voir tout à fait nettement ce contraste.

Néanmoins, si nous nous tournons aussi vers des époques plus récentes, nous voyons que pendant la première guerre mondiale, Clémenceau ou Lloyd George ont réuni dans leurs mains une puissance effective qui dépassait infiniment en ampleur celle d'un Guillaume II. Ce dernier avait les gestes théâtraux de la puissance concentrée, et derrière son dos, la plupart des « spécialistes » faisaient ce qu'ils voulaient, tandis que la puissance des premiers était l'exacerbation et la concentration extrêmes d'une mobilisation démocratique de masse dont la dynamique rayonnait de bas en haut et à nouveau de haut en bas, et a trouvé dans cette interaction une forte fécondité.

Naturellement, le fascisme n'est pas une autocratie au sens ancien. Il est poussé à introduire l'ensemble des méthodes d'influençement et de mobilisation des masses élaborées par le développement démocratique, voire socialiste, et de les transformer en parties intégrantes de son système autocratique moderne. Cette exploitation démagogique et trompeuse de

¹⁹ Organisme créé par la Convention nationale le 6 avril 1793 pour contrôler les ministres et restaurer l'autorité du gouvernement. D'avril à juillet 1793, le Comité est dominé par Danton. Lors du renouvellement de juillet, Danton et ses amis sont remplacés par des hommes plus décidés, dont Robespierre.

principes que les démocraties ont élaborés a aidé le fascisme dans ses succès politiques et militaires initiaux.

On ne peut néanmoins pas dans la durée édifier un système véritablement puissant sur la tromperie, sur le travestissement mensonger, par une propagande habile, d'oppositions d'intérêts en communauté d'intérêts. Le fascisme a déjà vécu des crises à répétition (par exemple la crise des SA en 1934)²⁰ dans lesquelles se sont fait jour les conflits réels d'intérêt qui décomposaient le système. Et plus sont grandes les exigences que posent aux systèmes fascistes, dans la guerre, les combats décisifs, plus ils sont contraints, non plus de tromper le peuple par les illusions d'une victoire rapide et facile, mais de mobiliser véritablement les dernières énergies du peuple pour un combat désespéré, et plus sévèrement se dévoile le caractère mensonger de cet appareil de propagande, plus sévèrement se font jour les conflits d'intérêt entre les masses travailleuses et leurs tyrans « autoritaires ». George Dimitrov avait totalement raison, dès 1935, de qualifier le fascisme de puissance fragile,²¹ en dépit de toutes ses forces apparentes.

La victoire de la révolution socialiste en Russie en 1917 a fait naître dans toute l'Europe une discussion sur l'opposition entre démocratie et dictature. Les théoriciens d'avant-garde du socialisme ont toujours à ce propos rejeté cette confrontation abstraite et ont affirmé d'un côté que les démocraties bourgeoises étaient aussi une forme de dictature, et que de l'autre côté, la dictature du prolétariat réalisant le socialisme a pour envers, pour base, le développement d'une nouvelle forme de démocratie, spécifique, particulièrement large, la démocratie prolétarienne.

²⁰ Nuit des longs couteaux : Dans la nuit du 29 au 30 juin 1934, Hitler élimine les extrémistes de son parti, groupés autour d'Ernst Röhm, chef de la SA.

²¹ Georges Dimitrov, *Le 7^{ème} congrès de l'Internationale Communiste*, in *Œuvres Choisies*, Paris, Éditions Sociales, 1952.

Il n'incombe pas à cet essai d'examiner les différents degrés de développement de la démocratie en rapport avec sa nature sociale. Nous pensons simplement que les relations réciproques concrètes, sociales et historiques, indissociables, affirmées par les théoriciens du socialisme, entre démocratie et dictature produisent aussi pour notre problème des conséquences très fécondes. On doit en effet à chaque fois se poser la question : comment un pouvoir est-il né, et surtout, comment se reproduit-il dans la vie sociale concrète ? C'est seulement en abordant sous cet aspect la dynamique sociale du pouvoir d'État sans en rester aux signes distinctifs extérieurs de l'absolutisme que l'on peut parvenir à comprendre la supériorité militaire ultime des systèmes démocratiques.

²² [~~Une analyse sociohistorique concrète menée de la sorte montrerait aussi que cette puissance en dernière instance, dans toute démocratie, est proportionnelle à son niveau de développement au sein de cette étape. Celui qui par exemple suit les événements de la première guerre mondiale peut facilement constater que la série des effondrements est en rapport direct avec la nature non démocratique des monarchies militaires qui ont fait faillite dans la guerre.~~]

Rit bien qui rit le dernier. Nos analyses ont montré que les succès initiaux de la guerre-éclair fasciste étaient inévitables, de même que la lenteur relative de mobilisation des forces populaires du côté des démocraties. (Que derrière cette lenteur il y ait eu aussi, dans les détails, des erreurs, des négligences, des hasards, etc. ne change rien à la nécessité historique : la nécessité historique s'impose toujours à travers des hasards.)

²² À cet endroit figure dans le manuscrit le passage suivant biffé de la main de Lukács, que nous reproduisons entre parenthèses.

Mais cette guerre elle-aussi, comme toute guerre antérieure, s'approche de son point culminant, et c'est là que commencent justement à s'imposer les faiblesses organiques des systèmes autoritaires aussi fortement que la force de tension interne, la capacité interne de mobilisation et de régénération des démocraties. Les victoires de Rostov, devant Moscou et Leningrad, en Lybie,²³ sont des signes clairs de cette culmination de la guerre. Il n'y a aucun doute que la grande démocratie américaine elle-aussi va transposer en succès militaires cette force interne de rénovation de sa structure sociale.

1942



²³ Cela se rapporte au siège, dans une tactique visant à l'affamer, de la ville de Tobrouk dans la colonie italienne de Lybie, par l'armée italienne et allemande de l'axe, du 11 avril au 27 novembre 1941, que les alliés ont pu briser, et qui a représenté temporairement, dans la perception publique, un point d'inflexion important de la guerre. Leningrad était assiégé depuis le 8 septembre 1941. Dans la traduction russe de la brochure en 1943, Leningrad, la Lybie, et Rostov ne sont plus mentionnés.